

Quito, 20 Octobre 2016

## **Déclaration pour la défense de nos territoires**

La spéculation à outrance, fondement de la nouvelle économie globale, utilise les villes comme moteur de croissance. Les agendas officiels présentent les processus d'urbanisation comme inévitables, et s'appuient sur cela afin de déguiser le fait que les villes se convertissent en marchandise, objets de convoitise pour l'accumulation de capital. Cela nous a conduits à des villes de plus en plus ségréguées et inégalitaires, reproduisant la violence systématique d'un système patriarcal, raciste et xénophobe. Par ce modèle, l'accès aux services est devenu un privilège plutôt qu'un droit.

Par ailleurs, sont absentes des discours les zones rurales et donc la moitié de la population mondiale qui y vit, niant ainsi à leurs habitants la possibilité de planifier et de gérer leurs territoires par un contrôle direct sur le marché financier et immobilier. Les frontières entre l'urbain et le rural sont de plus en plus floues et dans ce contexte s'accroît un conflit dans les territoires, entre ceux qui utilisent tout leur pouvoir pour se les approprier et faire des affaires, et ceux qui résistent à cette expropriation et luttent afin de préserver leurs droits. La croissance soutenue que propose le modèle d'urbanisation dominant entraîne non seulement d'importantes inégalités au sein des villes mais aussi, à travers de son projet civilisateur, l'appropriation de territoires d'autres peuples et communautés. Ses principales victimes sont les peuples indigènes, les agriculteurs-trices, éleveurs-euses et autres populations affectées par les méga-projets, grandes infrastructures routières et activités extractives, entre autres.

Les déplacements de populations et les crises migratoires sont de plus en plus graves. Ils sont exacerbés par le changement climatique actuel et par les guerres pour les ressources encouragées par l'État et les entreprises transnationales, promoteurs du modèle de développement en vigueur. Les effets des phénomènes climatiques affectent l'ensemble de la planète avec de graves conséquences pour la nature, les être vivants et la population en général, mais en particulier les plus vulnérables. À travers les voix de la résistance, nous défendons une interrelation entre les différents territoires qui ne soit pas basée sur l'homogénéisation culturelle, la subordination, l'exclusion et la dépendance. Pour cela, il est nécessaire de changer le modèle production-consommation, en revitalisant les marchés de proximité et en encourageant la souveraineté alimentaire.

Le modèle actuel d'urbanisation est la manifestation du système capitaliste, une forme de développement exclusif et déprédateur qui bénéficie à seulement 1% de la population mondiale. Face à cela il est nécessaire de coordonner les luttes pour la défense des territoires avec une approche intégrale de l'habitat, en luttant contre l'assaut néolibéral, contre les expulsions et les dépossession, en revendiquant : les droits humains, le droit à la terre, à l'eau, au logement, à la ville et à la non-ville, ainsi qu'à la fonction sociale de la propriété et à la production sociale de l'habitat. À travers le forum social de Résistance à Habitat 3, nous défendons des territoires pour le bien de toutes et tous, qui offrent l'opportunité de participer dans de véritables processus démocratiques menant à la prise de décision, depuis l'échelle du quartier jusqu'à l'échelle nationale et internationale.

Alors que le dénommé « Nouvel Agenda Urbain » de l'ONU a été élaboré dans un bunker militarisé dans le dos des gens, nous, peuples, communautés et habitants, provenant de 35 pays du monde, nous lançons un appel pour le droit à décider en toute autonomie sur la base du respect de la diversité de genre, ethnique, culture et provenance, à partir du partage de responsabilité et la souveraineté de nos corps. Nous, les invisibles, les 99% de personnes qui habitent cette planète, nous élevons nos voix contre l'exclusion, les expulsions et la criminalisation de la protestation, en exigeant la reconnaissance et le respect envers les multiples formes d'habiter. Depuis « la moitié du monde », nous avançons dans la construction d'un « Agenda Intégral Habitat » pour et par les habitant-e-s, en renforçant les initiatives populaires comme le Tribunal contre les expulsions, et en favorisant la convergence des mouvements sociaux pour la défense de nos territoires.